

Relever les défis économiques et sécuritaires dans une Europe mondialisée

Octobre 2007

PRÉFACE DU PREMIER MINISTRE ET DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pour la première fois de son histoire, l'Union européenne a l'opportunité de devenir un acteur vraiment mondial.

L'élargissement a favorisé le rayonnement de la stabilité et de la prospérité dans toute l'Europe. Alors qu'elle n'était composée que de 6 membres à l'époque de l'adhésion de la Grande-Bretagne, elle en compte aujourd'hui 27. Le Traité sur la réforme établit le cadre qui permettra à l'UE élargie de bien fonctionner. Et il met fin au sempiternel débat stérile sur le faux choix entre deux scénarios possibles : une UE plus large ou plus profonde.

Nous devons maintenant laisser derrière nous ces questions institutionnelles égocentriques qui n'ont dominé que trop longtemps le débat européen. L'UE a l'opportunité de prendre du recul par rapport à ses propres Traités et de s'ouvrir au monde. Le moment est maintenant venu de nous concentrer sur les vraies questions qui importent vraiment aux peuples des États membres : la compétitivité, l'emploi, l'environnement et la sécurité.

Elle a également l'opportunité de jouer un rôle à part entière dans un monde plus vaste. Jour après jour, l'UE s'efforce de contribuer à élargir la paix et la stabilité au-delà de ses frontières, que ce soit en aidant à construire un avenir meilleur pour le Kosovo, en faisant pression sur le gouvernement de Birmanie ou en œuvrant à la conclusion d'un accord sur le commerce international qui tiendra compte des intérêts des pays développés comme des pays en voie de développement. De plus en plus, l'UE fait une différence positive dans le monde. Mais elle peut faire plus.

C'est grâce à cette approche positive, pro-européenne mais réaliste que l'UE peut tirer pleinement parti de son potentiel à l'ère de la mondialisation. Pro-européenne, parce que ce n'est que par le biais d'un engagement actif que nous pouvons atteindre nos objectifs communs comme la lutte contre le changement climatique. Réaliste, parce que nous savons que l'Europe ne peut ignorer les évolutions globales phénoménales qui nous concernent tous.

Ce pamphlet, « Relever les défis économiques et sécuritaires dans une Europe mondialisée », est un des éléments de notre contribution à ce débat. Il trace une nouvelle direction pour l'Europe à la hauteur des défis de la mondialisation et présente les domaines prioritaires dans lesquels nous devons agir. Par exemple, en faisant avancer la libéralisation des secteurs des télécommunications et de l'énergie ; en jouant un rôle majeur pour sortir de l'impasse dans les négociations commerciales multilatérales de Doha afin de parvenir à des réductions importantes dans les tarifs douaniers et les subventions ; et en mettant en œuvre des mesures pour agir contre le changement climatique afin d'atteindre nos objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Maintenant que le débat institutionnel est terminé, notre objectif général est de voir les leaders européens s'engager à prendre les mesures nécessaires pour permettre à l'Europe de s'épanouir dans un monde globalisé.

Aider les gens à améliorer leurs vies et à façonner un monde meilleur. C'est ce que nous demandons à l'UE. Et c'est cette UE que nous avons maintenant la chance de construire.

Le Premier Ministre

*Le Ministre des affaires étrangères et
du Commonwealth*

Le très honorable Gordon Brown MP

Le très honorable David Miliband MP

I INTRODUCTION

Le défi pour les leaders de l'UE

Les leaders européens de la génération actuelle sont confrontés à un défi et à une opportunité : dépasser les débats institutionnels égocentriques et établir une nouvelle direction pour l'Union européenne (UE) qui se concentre sur les questions qui tiennent le plus à cœur à nos citoyens – la croissance durable et l'emploi, la gestion du changement climatique et la lutte contre le terrorisme. Au 21^{ème} siècle, les nations qui réussiront le mieux seront celles qui sont capables non seulement de s'adapter aux tendances globales mais aussi d'aller au-delà de leurs frontières pour nouer le dialogue avec d'autres pays. Grâce aux valeurs, aux lois et aux institutions qu'elle partage, l'UE est merveilleusement bien placée pour aider nos pays et nos peuples à relever ces défis globaux. Cependant, il est important de faire preuve de réalisme quant à l'importance de ces défis et à l'ampleur, la nature et l'urgence de la réponse de l'UE.

Au cours des 50 dernières années, l'UE a joué un rôle vital pour assurer la prospérité et la sécurité de notre continent : elle a su construire la paix sur les ruines et la dévastation que la guerre avait laissées dans son sillage et détruire les barrières économiques et commerciales en créant le marché unique ; élargir un engagement partagé vis-à-vis de la démocratie et de la liberté dans une UE réunifiée et agrandie de 27 États membres ; jouer un rôle prépondérant dans la lutte contre la pauvreté dans le monde et plus récemment, s'imposer en tant que leader international par le biais de décisions sur le climat et la sécurité énergétique lors du Conseil européen de mars 2007.

À l'aube du 21^{ème} siècle, les règles du jeu économique sont en train de se modifier avec l'avènement de la Chine et de l'Inde et d'autres économies émergentes. Les transformations dans le domaine des communications et de la technologie ont conduit à la diversification des sources d'approvisionnement, aux flux mondiaux de capitaux et à l'émergence de nouvelles menaces pour notre sécurité, qui vont du terrorisme au changement climatique. Ces nouveautés engendrent de nouveaux défis et de nouvelles opportunités que les fondateurs de l'UE n'auraient jamais pu prévoir.

Tout comme l'Europe a su relever les défis de l'après-guerre, l'UE peut servir de base à notre stratégie pour relever demain ces nouveaux défis mondiaux. Mais pour y parvenir, il nous faut une Europe davantage tournée vers l'extérieur, une Europe mondiale, qui puisse établir un nouveau calendrier pour la mondialisation axé sur l'ouverture, la justice et l'importance de la coopération entre les nations.

En effet, le contexte du projet européen a changé considérablement. Dans les décennies qui ont suivi immédiatement la fin de la guerre, le défi consistait à sauver l'Europe de la destruction de la Seconde guerre mondiale : d'aider à rapiécer le tissu de nos pays, à reconstruire une démocratie plus forte et à relier les intérêts des États d'Europe occidentale en intégrant leurs économies pour garantir une paix

durable. Bien entendu, il s'agissait avant tout de renforcer l'intégration interne, d'encourager une mutation des esprits de la prise de décision nationale à une prise de décision au niveau du continent européen. Beaucoup supposaient qu'un marché commun deviendrait un marché unique, que le marché unique conduirait à la monnaie unique et qu'une coopération européenne économique de plus en plus étroite engendrerait une union politique.

Et pourtant, aujourd'hui ce sont aux changements fondamentaux et de grande portée de la mondialisation que les nations européennes doivent répondre. La question n'est plus seulement de savoir comment fonctionne l'UE élargie de 27 États Membres mais comment ces États membres nouent des relations avec le reste du monde. Comme l'a dit José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, «... une Europe globale doit être une Europe ouverte. Elle doit être une Europe tournée vers l'extérieur. Et elle peut et doit résister à ceux qui réagissent à la mondialisation en se cachant derrière les barricades du protectionnisme. »

Cet exposé présente les défis mondiaux auxquels l'Europe est confrontée ; il examine la position avantageuse de l'Europe pour faire face à ces défis et les surmonter. Il identifie ensuite les priorités de politiques clés pour les leaders de l'UE et l'UE elle-même au cours de la prochaine décennie. Cet exposé repose sur la conviction que grâce aux liens de coopération qui les unissent, la Grande-Bretagne et les autres États membres sont plus forts pour faire face aux défis communs de la mondialisation. Il défend l'idée que les valeurs européennes que nous partageons devraient guider notre approche commune :

- tout d'abord, **l'ouverture**, qui s'exprime par notre engagement de longue date vis-à-vis du libre échange et des marchés libres ainsi que par nos efforts pour nous ouvrir sur l'extérieur et transmettre nos valeurs et notre cadre de coopération à ceux qui se trouvent en dehors de l'UE ;
- deuxièmement, **l'équité**, par le biais de notre désir de faire en sorte que les avantages potentiels de la mondialisation soient partagés par tous les citoyens d'Europe et au-delà, notamment par le biais de notre engagement à soutenir des marchés compétitifs qui récompensent l'effort, la créativité et l'esprit d'entreprise et en nous attaquant à la pauvreté dans le monde ; et
- troisièmement, **la coopération**, en travaillant ensemble et en partageant nos expériences, en reconnaissant le rôle vital que l'UE peut jouer, aux côtés de ses membres, pour développer une action internationale efficace.

L'Europe a non seulement l'opportunité mais surtout la responsabilité d'œuvrer à la réalisation d'une mondialisation participative qui puisse être une force du bien dans le monde entier. Une Europe sûre d'elle, confiante dans les atouts réels qu'elle détient en matière de créativité, de compétence et de stabilité peut jouer un rôle positif et proactif et démontrer un leadership mondial dans des domaines clés

comme la politique commerciale et de la concurrence, le développement, le changement climatique et la sécurité énergétique.

Domaines d'action prioritaires pour l'UE

Au Conseil européen informel de Lisbonne d'octobre 2007, les leaders de l'UE ont mis un terme à une longue période de débat institutionnel égocentrique. Le Traité sur la réforme sur lequel ils se sont mis d'accord établit le cadre nécessaire pour s'assurer que l'UE élargie fonctionne correctement. Ils ont admis que le moment était venu de concentrer nos efforts sur les questions qui importent le plus pour le futur bien-être des peuples européens : la croissance économique, l'emploi, l'environnement et la sécurité. Ils ont convenu qu'il était nécessaire de fixer une nouvelle direction pour l'UE axée sur les défis de la mondialisation. Cet article expose les principaux obstacles qui se dressent en chemin et identifie des domaines d'action prioritaires :

- **le renouvellement de notre engagement en faveur de niveaux élevés de croissance et d'emploi** par le biais d'une approche nouvelle, moderne et plus flexible vis-à-vis des politiques du Marché unique moins axée sur la législation et cherchant davantage à encourager la concurrence, réduire le poids des réglementations et encourager l'innovation. Les priorités immédiates de l'UE sont de faire progresser les propositions de libéralisation des télécoms et des secteurs énergétiques, d'appliquer la Directive sur les services récemment adoptée, d'atteindre les objectifs de l'UE en matière de réduction des charges administratives, d'adopter une approche davantage basée sur le risque pour ce qui est de la réglementation et de convenir d'améliorations supplémentaires dans le système de brevets européens ;
- une **dimension sociale efficace et qui fonctionne bien** qui mette en œuvre des politiques sociales modernes qui allient la flexibilité du marché du travail à l'équité, conformément aux valeurs sociales de longue date de l'Europe et à son engagement vis-à-vis de la prospérité économique. Pour s'assurer que les gens puissent tirer le meilleur parti des opportunités que présente l'économie du savoir, l'UE devrait lancer un bilan des compétences européennes qui se penche sur les besoins en compétences à long terme de l'UE et identifie les domaines dans lesquels les niveaux de compétence devront être améliorés afin d'aider les États membres à faire face à ces problèmes ;
- un **engagement vis-à-vis du libre échange et de l'ouverture**, l'UE montrant l'exemple en supprimant les barrières existantes pour créer un système d'échange multilatéral libre et juste et en renforçant encore ses partenariats avec les USA et les principales économies émergentes afin d'encourager la coopération économique et le libre échange. Autrement dit, les priorités pour l'UE devraient maintenant être les suivantes : sortir de l'impasse dans les négociations commerciales multilatérales de Doha en faisant preuve du maximum de flexibilité possible et en montrant l'exemple en proposant de réduire les subventions et les tarifs douaniers ; moderniser ses propres instruments de défense commerciale pour refléter un marché global plus

intégré et tenir ses promesses d'accroissement de l'aide offerte aux pays en voie de développement pour les aider à construire leur propre capacité à faire du commerce ;

- **faire face au changement climatique et au problème de la sécurité énergétique.** L'UE joue déjà un rôle de leadership vraiment international dans ce domaine par le biais de son engagement à devenir la première économie mondiale compétitive à faible teneur en carbone, jouissant de la sécurité énergétique. Cela inclut une réduction dans les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30 pour cent d'ici à 2020 dans le cadre d'un accord mondial sur le changement climatique. L'UE doit maintenant mettre en œuvre l'ensemble de mesures sur le changement climatique convenu lors du printemps dernier et elle devrait chercher à préparer une solution globale ambitieuse au changement climatique lors de la conférence de l'ONU de Bali qui aura lieu en décembre 2007 ;
- **faire face au terrorisme et au crime organisé.** Dans ce domaine, l'action de l'UE peut accroître l'échange efficace d'informations entre les États membres sur les activités criminelles afin de pouvoir pourchasser et poursuivre en justice les criminels (y compris les terroristes) et viser leur financement et leurs avoirs. Au nombre des priorités des États membres de l'UE : continuer à améliorer l'échange d'informations sur les condamnations et les activités criminelles ; renforcer la capacité des pays en dehors de l'UE à lutter contre la criminalité afin de lutter contre les criminels qui basent leurs activités au-delà des frontières de l'UE ; mettre en place la stratégie de lutte contre le terrorisme de l'UE et améliorer la coopération des États membres dans le domaine des procédures de récupération d'avoirs ;
- **promouvoir la sécurité et la stabilité dans les pays voisins et au-delà,** grâce à l'élargissement, au développement de la gouvernance et de la capacité, au maintien et à la consolidation de la paix par l'UE et par le soutien d'un système multilatéral efficace. La priorité consiste à maintenir le dynamisme des négociations d'accession permanentes de l'UE – essentielles pour promouvoir la réforme et la stabilité – et à développer la capacité de maintien et de consolidation de la paix y compris aux Balkans et au Moyen-Orient ;
- **faire face à la pauvreté dans le monde et au développement global** notamment en renouvelant nos efforts pour atteindre les objectifs de développement du millénaire (ODM). Pour les États membres de l'UE la priorité consiste à s'assurer qu'ils tiennent leurs engagements ce qui, pour l'UE15, signifie faire passer l'aide collective officielle au développement à 0,56 pour cent du RNB d'ici à 2010 et atteindre l'objectif de l'ONU de 0,7 pour cent d'ici à 2015 ; et

- **réformer le budget de l'UE afin qu'elle soit mieux armée pour relever les défis du 21^{ème} siècle.** La priorité est de s'assurer que la révision prochaine du budget de l'UE serve de base à un budget plus efficace grâce à des réformes en profondeur de la Politique agricole commune (PAC), une nette augmentation du pourcentage des Fonds structurels et de cohésion consacrés aux États membres les plus pauvres et la réorientation du budget vers les défis de la mondialisation y compris la promotion de la recherche et de l'innovation et la lutte contre le changement climatique.

En mettant en œuvre ces priorités, nous pourrions créer une UE tournée vers l'extérieur, orientée vers le monde, ancrée dans nos valeurs, lois et institutions communes afin d'établir un nouveau calendrier de la mondialisation et d'offrir prospérité, opportunités et sécurité aux citoyens des 27 États membres et au-delà.

2 LES DÉFIS MONDIAUX

Les défis mondiaux redéfinissent l'UE et ses États membres. Des courants d'échanges plus importants et l'essor de la croissance économique ont accru la prospérité, transformant de ce fait les styles de vie des citoyens européens et permettant à des millions d'individus à travers le monde de sortir de la pauvreté. Aujourd'hui, l'intégration économique mondiale et l'émergence de la Chine et de l'Inde en tant que puissances économiques mondiales génèrent de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour l'UE.

La mondialisation présente également de nouveaux défis sécuritaires pour les États membres. Le monde est confronté à toute une gamme de risques sécuritaires complexes et interconnectés y compris les menaces présentées par le terrorisme international, le crime organisé et l'instabilité interétatique et intraétatique. Les pressions démographiques et le manque de ressources peuvent avoir un impact sur la stabilité et le développement. Les efforts mis en œuvre au plan international pour lutter contre la pauvreté ont le potentiel de contribuer à la sécurité globale, mais il reste des difficultés énormes à surmonter pour réaliser les ambitions exprimées par la communauté internationale.

ACCROÎTRE LES COURANTS D'ÉCHANGES ET D'INVESTISSEMENTS

L'économie mondiale connaît une période de bouleversement spectaculaire en raison des progrès rapides de la technologie, et plus particulièrement des communications, qui permettent une spécialisation, une fragmentation et une répartition croissantes des activités économiques à travers les continents et la suppression des barrières entre les nations qui s'accompagne d'une circulation plus libre des produits, du capital et des hommes.

Le développement de vastes économies émergentes à la croissance rapide, surtout en Asie, transforme l'équilibre de l'activité économique globale. On prévoit que la part du PIB mondial des économies asiatiques qui n'était que de 18,5 pour cent en 1950 passera à 30 pour cent d'ici à 2020. D'après les prévisions, l'économie chinoise devrait cette année croître de 10 pour cent et celle de l'Inde de plus de 8 pour cent. Cette expansion a le potentiel d'améliorer nettement les niveaux de vie et de réduire considérablement la pauvreté et on prévoit que la proportion de Chinois qui vivent avec moins d'un dollar par jour passera de 16 pour cent en 2000 à 3 pour cent en 2015.

De nombreuses marchandises jadis en provenance de l'Europe et des États-Unis viennent maintenant de plus en plus souvent des pays émergents. Il y a vingt ans, 10 pour cent seulement des produits manufacturés provenaient des pays en voie de développement et émergents mais en 2020, on prévoit que ce chiffre atteindra 80 pour cent. Le commerce des services s'est également intensifié. Le secteur des services représente 70 pour cent du PIB dans les économies avancées mais 23 %

seulement des exportations mondiales. Cependant, les progrès récents réalisés dans la technologie de l'information et de la communication (TIC) élargissent la gamme des services proposés pour inclure la programmation informatique, les centres d'appel, les services conseils, qui peuvent facilement être produits dans un pays et consommés dans un autre. Il semble que le commerce des services soit amené à s'intensifier considérablement au cours de la prochaine décennie.

La croissance continue du volume et de l'éventail des marchandises et des services échangés présente pour l'UE des opportunités et des défis. Elle ouvre à l'UE de vastes marchés nouveaux pour ses exportations – on prévoit qu'à elles seules la Chine, l'Inde et la Russie représenteront plus de la moitié de la croissance commerciale globale cette année – et intensifie la concurrence en faisant baisser les prix et en offrant davantage de choix aux citoyens de l'UE. Les États membres de l'UE ont déjà tiré profit de la récente période de mondialisation. Étant des économies ouvertes elles ont mieux su tirer parti du pouvoir des échanges pour accroître compétitivité et productivité, ce qui a conduit à des améliorations à long terme dans les niveaux de vie et la croissance économique durable. (Voir encadré 2.1)

L'intensification des courants d'échanges s'est accompagnée d'une croissance des mouvements de capitaux globaux (dettes, actions, transferts de fonds) et des investissements étrangers directs, stimulés par des conditions d'investissement globales plus ouvertes. En conséquence, les économies sont devenues de plus en plus intégrées en raison de la propriété transfrontière des avoirs. L'ensemble des avoirs financiers détenus en dehors du pays d'origine des investisseurs a augmenté de 20 pour cent du PIB mondial au milieu des années 1970, à 60 pour cent au début des années 1990, et à environ 140 pour cent aujourd'hui. Cela a entraîné un certain nombre d'avantages y compris une meilleure croissance économique et une meilleure assurance contre les risques.

Encadré 2.1 : Les avantages de la mondialisation

L'Europe est bien placée pour tirer parti des opportunités de l'intégration économique globale :

- la croissance des courants d'échanges et des flux d'investissement stimule la compétitivité et la productivité tandis que le développement rapide des économies émergentes a le potentiel de renforcer la demande globale et de fournir de nouvelles sources de richesse ;
- les progrès dans la technologie des communications facilitent la spécialisation et l'internationalisation croissantes de la production, en stimulant la concurrence et la productivité ainsi que l'échangeabilité des services et en offrant plus de choix et des prix inférieurs aux consommateurs.

Cependant, les opportunités économiques liées à la mondialisation ne sont pas les

seuls bénéfiques potentiels :

- la mondialisation peut également être considérée comme une force qui agit en faveur de la stabilité. L'intégration économique peut contribuer à réduire la possibilité d'un conflit armé et a été un élément central des relations de paix qu'a connues l'Europe occidentale au cours de la deuxième moitié du 20^{ème} siècle.
- l'échange d'idées et de personnes enrichit notre culture et notre société et soutient l'innovation et les progrès scientifiques. La carte du génome humain n'est qu'un exemple parmi d'autres de la façon dont la communauté scientifique utilise la nouvelle technologie pour coopérer au-delà des frontières ;
- si elle est bien gérée, la mondialisation peut permettre une répartition mondiale plus efficace et plus équitable de la richesse mondiale croissante, et peut permettre d'agir contre les bas niveaux de vie, de réduire la pauvreté et de fournir des opportunités économiques dans le monde entier. L'expansion économique rapide de la Chine et de l'Inde a le potentiel de sortir des millions d'individus de la pauvreté ;
- une meilleure gouvernance peut également être un autre avantage potentiel de la mondialisation. De meilleures communications, en particulier par le biais d'internet, font qu'il est plus facile de faire rendre des comptes aux gouvernements, ce qui permet aux citoyens d'exercer une plus grande surveillance ; et
- les groupes de la société civile communiquent et coopèrent de plus en plus entre les pays et exercent une pression sur les décideurs et les entreprises. Cela a permis à des ONG agissant pour l'environnement, les droits de l'homme et la réduction de la pauvreté de diriger le débat sur le changement climatique, le développement international et l'allègement de la dette.

L'intégration des marchés de capitaux entre les pays fait que les événements qui surviennent sur le marché financier sont de plus en plus globaux. La récente turbulence observée sur les marchés financiers mondiaux par exemple, avait pour origine des problèmes sur le marché américain des prêts immobiliers à haut risque. Cela soulève d'importantes questions pour les décideurs. Étant donné la nature de plus en plus globale des marchés financiers, il est important que toute réponse soit internationale. Le FMI et le Forum pour la stabilité financière qui regroupe les ministères des finances, les banques centrales et les autorités de contrôle de tous les principaux centres financiers, devraient jouer un rôle prépondérant dans l'étude des causes sous-jacentes et aider le monde à faire face à toute faiblesse dans le

système financier. L'Europe devrait influencer ce débat et a convenu d'un ensemble de priorités claires auxquelles la communauté internationale doit s'atteler.

Les déséquilibres mondiaux croissants et l'accumulation connexe de réserves de devises dans des pays comme la Chine ont accru l'importance des économies en voie de développement et émergentes dans le système financier international. Cela a donné lieu à l'apparition de nouveaux acteurs financiers et à l'expansion rapide des fonds souverains (voir encadré 2.2). Cependant, les marchés émergents restent confrontés à la difficulté de s'intégrer pleinement dans le système financier global. Les crises financières de 1990 illustrent parfaitement les risques encourus lors de l'ouverture prématurée ou hâtive de comptes de capital dans des pays dont les secteurs financiers manquent de maturité et dont les institutions juridiques et réglementaires sont faibles.

Encadré 2.2. : Investissement étranger et fonds souverains

L'économie européenne a beaucoup bénéficié de son ouverture aux investissements étrangers. Les investissements étrangers stimulent la concurrence, favorisent l'innovation, fournissent un meilleur accès aux nouvelles technologies, une productivité accrue et de meilleurs prix pour les consommateurs. Ces bénéfices peuvent s'accumuler même sans l'ouverture multilatérale des marchés.

Il est important de rester attaché au maintien de conditions d'investissement global libérales. Lorsque les investissements étrangers suscitent des craintes d'ordre concurrentiel ou stratégique, il est nécessaire afin de protéger le public de toute atteinte aux règles de la concurrence ou menace pour la sécurité nationale, d'appliquer les dispositions en matière de concurrence et les réglementations prévues. Ces dispositions devraient être conformes au cadre de l'OCDE régissant les investissements en matière de proportionnalité, de transparence et de prévisibilité et de responsabilité. Il est important de s'en tenir à des restrictions minimums sur les investissements étrangers et de ne les appliquer qu'à des cas très limités qui mettent en jeu la sécurité nationale.

Les fonds souverains existent depuis plusieurs dizaines d'années mais leur expansion rapide récente fait maintenant d'eux des acteurs majeurs dans l'économie mondiale. Cette situation suscite des inquiétudes à deux titres :

- premièrement, il a été suggéré que les fonds souverains qui avaient jusqu'ici suivi des stratégies d'investissement prudentes et qui ont donc pu avoir un effet stabilisateur sur les marchés mondiaux pourraient maintenant se lancer dans des stratégies d'investissement plus agressives afin d'obtenir de meilleurs rendements. Cela, allié à la taille considérable, à la concentration et au manque de transparence de certains fonds souverains, pourrait entraîner une volatilité accrue sur les marchés financiers mondiaux. Le FMI doit examiner les risques éventuels que la croissance des fonds souverains

fait peser sur la stabilité du marché financier international et envisager la nécessité d'améliorer la transparence ; et

- deuxièmement, d'aucuns s'inquiètent des intentions stratégiques des fonds contrôlés par certains États étrangers qui pourraient réaliser des investissements étrangers pour des raisons non-commerciales. Ces préoccupations relatives aux conséquences pour la sécurité nationale devraient être examinées dans le cadre de dispositions en matière de concurrence proportionnées, transparentes, prévisibles et responsables.

Il est dans l'intérêt de toutes les parties d'améliorer les normes de gouvernance et de transparence et de promouvoir des cadres d'investissement équitables. Les pays devraient se lancer dans un dialogue constructif avec les économies qui détiennent des fonds souverains et continuer à travailler dans le cadre de l'OCDE pour examiner les cadres régissant les investissements actuels des pays membres et identifier des pratiques optimums qui permettent la poursuite de la libre circulation des investissements étrangers directs tout en apaisant les inquiétudes portant sur la sécurité nationale.

PRESSION SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET LE CLIMAT GLOBAL

Énergie

La croissance de l'activité économique mondiale s'est accompagnée d'une demande d'énergie accrue, ce qui a considérablement sollicité les approvisionnements énergétiques, suscité des inquiétudes au sujet de la sécurité énergétique et entraîné des répercussions sur l'environnement. La forte croissance économique globale fait que la demande énergétique globale devrait elle aussi connaître une forte augmentation au cours des deux prochaines décennies. En l'absence de changements politiques, on s'attend à une croissance de 1,7 pour cent par an en moyenne d'ici à 2030. Les pays en voie de développement devraient contribuer pour 70 pour cent à la croissance de la consommation d'énergie globale d'ici à 2030.

Les ressources mondiales de combustible fossile restent très importantes, cependant elles nécessitent un investissement important afin de pouvoir être transformées en approvisionnements d'énergie pour les consommateurs finaux. Cependant, rien ne garantit que ces investissements soient faciles à obtenir. Il n'est pas du tout certain que les grands producteurs de pétrole et de gaz soient capables d'investir suffisamment pour faire face à l'augmentation de la demande mondiale ou soient disposés à le faire. L'Agence internationale de l'énergie a déjà prévu que l'on risquait d'assister à un durcissement des marchés du pétrole et du gaz au début de la prochaine décennie. Il est clair que la sécurité énergétique représentera un défi politique important pour les économies des pays développés comme celles des pays en voie de développement, y compris les États membres de l'UE.

Le changement climatique

L'augmentation de la population mondiale et la croissance rapide de l'économie mondiale exercent une pression croissante sur l'environnement et tout porte maintenant à croire que le changement climatique affectera la vie quotidienne de millions de personnes. Si aucune mesure n'est prise pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les températures globales pourraient augmenter de plus de 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels, d'ici au milieu du siècle et peut-être même de 6 degrés d'ici à la fin du siècle. Si un tel scénario se concrétisait, des centaines de millions de gens connaîtraient la faim, la maladie, des pénuries d'eau, une dégradation de l'environnement et des inondations côtières. Les régions en développement souffriraient en premier et le plus gravement de ces changements. Un changement climatique d'une telle ampleur s'accompagnerait d'importants risques d'instabilité. Si le changement climatique réduit la production alimentaire, augmente le stress hydrique et accroît le nombre des sécheresses et des inondations, il est clair qu'il existe des risques de créer ou de maintenir des tensions existantes qui pourraient conduire au conflit et à la migration. En réponse à ce déficit mondial et étant donné que l'UE est à elle seule responsable de près de 15 pour cent des émissions mondiales totales, elle a proposé que le monde limite

l'accroissement de la température mondiale à 2 degrés au plus au-dessus des niveaux préindustriels. Pour ce faire, les émissions devront être réduites à moins de 50 pour cent des niveaux de 1990 d'ici à 2050. En tant que leader de cette initiative mondiale, l'UE exige des engagements ambitieux lors de négociations internationales, encourageant une réduction rentable des émissions par le biais du développement d'un marché mondial du carbone, prenant des mesures au plan national et encourageant l'innovation précoce.

MIGRATION

Les mouvements de population ont nettement augmenté au cours des dernières décennies et les migrations internationales ont doublé depuis 1975. Cependant, les schémas de migration que l'on observe aujourd'hui sont très différents de ceux de précédents cycles de mondialisation. La migration temporaire, souvent liée au travail, a augmenté dans de nombreux pays de l'OCDE au cours des deux dernières décennies et la migration d'individus très qualifiés est aussi beaucoup plus fréquente. Étant donné que la compétitivité d'un pays dépend de plus en plus de sa capacité à attirer et à garder une main-d'œuvre qualifiée, il est probable que la concurrence entre les pays pour la main-d'œuvre la plus qualifiée continue à se renforcer.

Étant donné que les voyages coûtent maintenant moins cher, les déplacements transfrontaliers sont devenus plus faciles non seulement pour ceux qui souhaitent voyager dans la légalité mais également pour les immigrés clandestins. De nombreux pays sont confrontés au problème de l'immigration clandestine. On estime par exemple qu'il existe plus de 10 millions d'immigrés clandestins aux USA. Les trafiquants et les passeurs peuvent jouer un grand rôle dans les déplacements d'immigrés clandestins et bien que les estimations qui tentent de chiffrer le trafic des êtres humains diffèrent, l'Organisation internationale du travail estime qu'en 2005, au moins 2,5 millions de personnes dans le monde ont été victimes d'un trafic à tout moment donné.

Il existe également une minorité de migrants qui doivent quitter leur pays natal en raison de l'instabilité politique, de conflits ou de catastrophes naturelles. Dans l'ensemble de l'Europe, on a observé une baisse généralisée du nombre de demandeurs d'asile et au Royaume-Uni, cette tendance a été particulièrement marquée : en 2006 le nombre de demandeurs d'asile était le plus faible depuis 1993.

LE TERRORISME ET LE CRIME ORGANISÉ INTERNATIONAUX

Le terrorisme international

La communauté internationale est confrontée au terrorisme international depuis de nombreuses années. Cependant, la nature de la menace terroriste a changé et il est plus difficile et plus complexe d'y faire face aujourd'hui. De plus, bien que les incidents terroristes soient moins nombreux qu'au milieu des années quatre-vingt, ils sont aussi de plus en plus meurtriers.

Aujourd'hui, la menace terroriste est vraiment internationale. L'attentat le plus considérable a eu lieu aux Etats-Unis en septembre 2001 et a fait près de 3 000 victimes. L'Europe a elle aussi connu des attentats importants notamment ceux qui ont frappé le réseau ferroviaire madrilène en mars 2004 et les attentats qui ont eu lieu au Royaume-Uni en juillet 2005 et qui ont fait 52 morts et 700 blessés. Mais l'Europe et l'Amérique du nord ne sont en aucun cas les seules régions du monde menacées ; des régions comme le Moyen-Orient, l'Asie, l'Inde et l'Afrique ont également été victimes du terrorisme au cours des dernières décennies.

La nature de la menace à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui a changé. Elle a maintenant tendance à venir de groupes, réseaux et individus divers qui ne s'en tiennent pas nécessairement à des objectifs politiques. Souvent, ces groupes différents coopèrent entre eux et s'entraident tout en poursuivant des objectifs distincts. Ils cherchent à faire un grand nombre de victimes en frappant sans discrimination et sont souvent prêts à périr pour mener à bien leurs desseins meurtriers.

Les terroristes tirent pleinement parti des outils de la mondialisation, comme internet, les communications mobiles et les médias pour atteindre leur objectif. La facilité avec laquelle on peut aujourd'hui se déplacer et envoyer informations et argent à travers le monde fait que la menace terroriste est plus difficile à détecter et à éviter.

Crime international organisé

Grâce à la mondialisation et au développement technologique, les criminels peuvent maintenant aussi bien agir à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs frontières. La majorité des drogues dangereuses en Europe provient d'ailleurs ; le trafic des êtres humains existe partout dans le monde et les réseaux criminels organisés de l'Europe du sud-est restent un problème pour toute l'Europe.

Les principales activités criminelles organisées comme le trafic de drogue, des armes illégales, des êtres humains et le blanchiment de l'argent posent des risques de sécurité internationale de plus en plus importants. Un récent rapport de l'ONU a évalué que le revenu annuel du crime international organisé pourrait atteindre 2 000 milliards de dollars. Ces activités créent une grave menace pour de nombreux pays, non seulement en raison de la souffrance individuelle qu'elles causent et de la détresse qu'elles infligent aux communautés mais aussi à cause des coûts

économiques, médicaux, de maintien de l'ordre et autres coûts sociaux qui en résultent.

Les délits commis dans un pays peuvent être planifiés dans un autre ou les criminels peuvent utiliser des banques étrangères pour le blanchiment de leurs gains. Le secteur de la finance est tout particulièrement menacé par le crime organisé et le terrorisme. En effet, les criminels et terroristes utilisent le système financier international pour déplacer l'argent, le blanchir et le déguiser en d'autres types d'avoirs. On estime que quelque 3 milliards de £ de bénéfices d'activités criminelles quittent chaque année le Royaume-Uni. Les criminels et les terroristes utilisent aussi de plus en plus souvent des entreprises existantes légitimes ou mettent en place leurs propres entreprises pour cacher leurs activités criminelles.

Il est très difficile d'évaluer le coût de la cybercriminalité pour les économies nationales mais on l'estime à plusieurs milliards de livres. Les plus courants des cybercrimes sont le vol d'identité, la fraude, l'extorsion, l'exploitation sexuelle d'enfants sur internet, le vol de propriété intellectuelle et la vente de marchandises illégales comme les armes à feu, les drogues, et les stupéfiants.

LA SÉCURITÉ MONDIALE

Le monde de l'après-guerre froide a connu de grands progrès au niveau de la démocratie et une nette réduction des conflits. Cependant, bien que le nombre de pays que l'on considère comme parfaitement respectueux des droits civils et politiques ait nettement augmenté, un grand nombre continue à bafouer la démocratie ou abrite des démocraties fragiles. La répression en Birmanie, en Biélorussie, au Zimbabwe et en Corée du nord en sont des exemples extrêmes ; cependant, la démocratisation s'est ralentie dans d'autres pays. Consolider et renforcer la démocratie à travers le monde afin que tous les peuples du monde puissent profiter des libertés mentionnées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme est une véritable gageure.

Bien que les guerres entre États aient presque entièrement disparues, des conflits importants subsistent au sein des États ou entre des groupes dans des États différents et dans des États défaillants ou qui risquent de le devenir. Parmi les principaux problèmes on peut citer le conflit qui oppose depuis longtemps Israël et la Palestine, la guerre civile tragique au Soudan qui a tout récemment dévasté la région du Darfour et les conflits armés intenses en Afghanistan et en Iraq. La résolution de ces conflits, la gestion de la reconstruction une fois le conflit résolu de manière à enrayer le cycle des conflits et des privations et la lutte contre la prolifération des armes sont fondamentales pour accroître la stabilité mondiale.

Au sein de l'Europe, l'accession de 10 pays d'Europe centrale et de l'Est en 2004 et 2006 a été l'un des éléments d'une transformation fondamentale qui a ramené stabilité et prospérité sur la plus grande partie du continent. La résolution du statut du Kosovo est le grand problème clé dont nous avons hérité suite à l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie, mais il reste beaucoup à faire pour consolider la stabilité en Bosnie et amener tous les pays des Balkans occidentaux dans l'UE au rang des démocraties prospères, sûres et mûres.

LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

Au cours des 40 dernières années, on a observé un net recul de la pauvreté dans le monde. Le rapport des Nations Unies de 2007 sur les objectifs du millénaire indique que la proportion d'individus qui vivent dans une pauvreté extrême est passée de près d'un tiers à moins d'un cinquième entre 1990 et 2004. Dans les pays en voie de développement, le nombre des enfants inscrits à l'école primaire est passé de 80 pour cent en 1991 à 88 pour cent en 2005. L'Asie a connu une réduction spectaculaire de la pauvreté, ce qui prouve que la mondialisation peut être une force positive.

Cependant, de nombreuses difficultés demeurent et les progrès restent inégaux. D'après les tendances actuelles, le rapport des Nations Unies de 2007 sur les objectifs de développement du millénaire estime que bon nombre des objectifs de développement du millénaire ne seront pas atteints. Le SIDA a tué 2,9 millions de personnes l'année dernière et un demi-million de femmes sont mortes pendant leur grossesse ou en couches. La moitié de la population des pays en voie de développement n'a toujours pas de systèmes d'assainissement de base. Et bien que les taux de décès des enfants de moins de cinq ans continuent à baisser, les progrès réalisés en Asie du sud et en Afrique sub-saharienne pour tenter de diviser par deux la proportion des enfants en insuffisance pondérale sont trop lents.

De plus, les problèmes auxquels sont confrontés les pays en voie de développement deviennent plus complexes. Une coopération internationale est essentielle non seulement pour fournir des programmes d'aide traditionnels mais aussi pour faciliter les échanges et lutter contre l'instabilité et le changement climatique. Le commerce est souvent l'élément moteur de la croissance économique. Il offre une solution qui permet aux pays de s'affranchir de l'aide. Cependant, les marchés des pays développés ne sont pas encore assez ouverts aux marchandises et services des pays en voie de développement. De plus, de nombreux pays pauvres ont également besoin d'une aide parallèle, par exemple, par le biais d'une aide au commerce, afin de résoudre les problèmes internes qui les empêchent de profiter des marchés libres comme un mauvais système de transport et de télécommunications, les conflits et la corruption.

3 L'UE RELÈVE-T-ELLE LE DÉFI ?

Au cours des 50 dernières années et des diverses phases qu'elle a traversées, l'UE a joué un rôle vital pour assurer la prospérité et la sécurité sur notre continent. Le premier élan vers l'unité européenne a eu lieu sur les décombres de la deuxième guerre mondiale, lorsque les ennemis d'hier décidèrent de faire cause commune pour s'attaquer à la reconstruction. Cette tâche de reconstruction a engendré un engagement important et nouveau qui s'est traduit par la coopération économique, la suppression de barrières économiques et commerciales et dans les années 1980, la création du marché unique. Plus récemment, l'UE a élargi son engagement commun en faveur de la démocratie et de la liberté avec la réunification de l'Est et de l'Ouest et l'accession de 12 nouveaux États membres. La décision de renoncer au remboursement de dettes des pays en voie de développement et d'adopter une stratégie ambitieuse pour faire face au changement climatique démontre comment l'UE, en adoptant un rôle de leader mondial, peut aussi être une force de changement progressiste au-delà de ses frontières.

Et pourtant, aucun pays ou continent ne peut tenir sa prospérité ou sa sécurité à long terme pour acquise. Le rythme du changement global et l'ampleur des défis économiques et sécuritaires exposés au Chapitre 2 font que l'UE doit poursuivre et accélérer ce processus de réforme et de renouveau. Avec l'élargissement et une Commission progressiste dirigée par le Président José Manuel Barroso, l'UE et ses États membres ont pris des mesures importantes, au cours des dernières années, afin d'adopter une vision plus ouverte et plus globale du monde ; cependant, il faudra du temps pour que cette approche soit pleinement développée et intégrée et pour s'assurer que l'UE, ses États membres et ses citoyens sont parfaitement équipés pour relever les défis économiques et sécuritaires auxquels ils devront faire face.

LE DÉFI ÉCONOMIQUE

La stratégie de Lisbonne

Au Conseil européen de Lisbonne de mars 2000, les leaders européens se sont engagés à mettre en œuvre une stratégie ambitieuse de réforme économique sur dix ans. La vision convenue à Lisbonne était de faire de l'UE « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». En 2005, suite au bilan critique à mi-parcours réalisé par Wim Kok, les leaders de l'UE ont relancé la stratégie en l'orientant plus précisément sur des politiques visant l'offre, conçues pour favoriser l'emploi et la croissance et renforcer les instruments de gouvernance.

Cependant, à trois ans seulement de 2010, date que s'étaient fixées au départ les artisans de la stratégie de Lisbonne pour transformer leur vision en réalité, force est

de constater que leur objectif ne sera pas atteint. Les niveaux de vie restent à la traîne par rapport à ceux des Etats-Unis et d'autres économies avancées clés. En termes relatifs, l'Europe n'est pas plus proche des niveaux de revenus des Etats-Unis qu'il y a trente ans. Les niveaux de vie dans l'UE15 sont environ 30 pour cent inférieurs à ceux des USA et 35 pour cent inférieurs aux USA en ce qui concerne l'UE25. Bien que la production par travailleur ait augmenté suite à la récente reprise économique, certains secteurs de l'économie européenne, comme les services, ont démontré une croissance de la productivité particulièrement faible. Il reste à l'UE et à ses États membres à mettre en œuvre des réformes économiques importantes pour améliorer la flexibilité des marchés des produits, des capitaux et du travail et encourager un plus grand investissement dans les compétences et l'innovation.

Bien entendu, il reste de grandes différences entre les États membres. Parmi les bons élèves, on peut citer la Finlande et la Suède pour l'innovation et l'éducation et les Pays-Bas et les pays nordiques pour leurs résultats sur l'emploi. De plus, par rapport à certaines autres économies avancées, de nombreux États membres connaissent des niveaux supérieurs d'inclusion sociale et des niveaux inférieurs de pauvreté relative. La proportion de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté dans l'UE a toujours été inférieure par rapport à d'autres économies avancées et les pays nordiques, en particulier, ont prouvé qu'il était possible d'avoir des revenus moyens élevés, des niveaux d'emploi élevés et des marchés du travail flexibles parallèlement à des hauts niveaux de sécurité de l'emploi perçue et de faibles niveaux d'inégalité.

Emploi

Les taux d'emploi dans l'UE sont passés d'environ 60 pour cent à la fin des années 1990 à 65 pour cent à la fin de 2006, reflétant en particulier des taux d'emploi plus élevés parmi les femmes et les travailleurs d'un certain âge. Dans certains États membres, les taux d'emploi dépassent les 70 pour cent ; cependant, d'autres pays ne font pas aussi bien et dans l'ensemble, malgré des progrès récents, les taux d'emploi dans l'UE restent relativement bas par rapport aux niveaux internationaux. Pour atteindre le taux d'emploi fixé à Lisbonne de 70 pour cent d'ici à 2010, il faudrait créer 12 millions d'emplois supplémentaires, ce qui ne semble pas réalisable. Le défi à l'avenir consistera à stabiliser et à accélérer les progrès récents afin que les taux d'emploi augmentent parmi tous les groupes et surtout les plus vulnérables et marginalisés. Les priorités devraient être une plus grande flexibilité sur le marché du travail, la réduction du chômage de longue durée et du chômage de jeunes et augmenter encore le taux d'emploi des personnes d'âge mûr.

Compétences

L'intensification de la concurrence internationale, l'accélération du changement technologique et l'évolution des habitudes de consommation, exigent des compétences de plus haut niveau. Cependant, les niveaux d'enseignement et de compétences varient beaucoup d'un État membre à l'autre et sont souvent inférieurs à ceux de nos concurrents majeurs. De récentes tendances suggèrent que de nombreux États membres s'orientent dans la bonne direction et la plupart d'entre eux cherchent à améliorer les niveaux de leur enseignement supérieur. Cependant, certains États membres restent à la traîne par rapport aux USA et les niveaux de compétences augmentent beaucoup plus rapidement dans les économies émergentes, bien que le point de départ soit plus bas. La proportion des sud-coréens de 25 à 34 ans en deuxième cycle de l'enseignement secondaire était de 97 pour cent en 2005, par rapport à 87 pour cent pour le groupe d'âge équivalent aux USA et 79 pour cent dans l'UE. Des politiques en matière d'éducation et de compétences et un engagement vis-à-vis de la formation tout au long de la vie sont essentiels pour faire face à la concurrence mondiale. Mais là encore, les performances varient entre les États membres. Une enquête de l'OCDE a révélé que 40 pour cent de la main-d'œuvre au Danemark, en Suède et en Finlande suit chaque année une formation professionnelle contre moins de 10 pour cent en Europe du sud et dans certains des nouveaux États membres.

Innovation

Pour faire face au défi économique que constituent les économies émergentes, les économies et entreprises de l'UE doivent apprendre à innover davantage. Une concurrence plus intense et une baisse des charges réglementaires sont essentielles pour encourager l'esprit d'entreprise, l'innovation et l'investissement. L'Europe dans son ensemble doit investir davantage et plus efficacement dans la Recherche et le Développement (R&D). L'UE investit moins dans la R&D que la plupart des autres grands acteurs économiques mondiaux comme les USA et le Japon et sa part de la R&D mondiale a baissé au cours de la dernière décennie. Cependant, l'UE a su innover dans des services et des innovations non-technologiques dans lesquels la R&D n'est pas l'unique élément et bien qu'il soit important d'être en tête sur le plan de la technologie, il est tout aussi important de savoir l'exploiter.

Le marché unique

Le marché unique a été l'une des réalisations qui a marqué un tournant pour l'UE ; il a démontré que l'ouverture et une concurrence plus intense peuvent générer des gains économiques importants. Il a apporté des emplois, la croissance et davantage de choix et de prospérité pour les citoyens et les entreprises d'Europe et a démontré comment l'accroissement de la concurrence et des échanges commerciaux peut bénéficier aux États membres.

Encadré 3.1 : Le marché unique

En supprimant les barrières transfrontalières afin de favoriser la libre circulation des marchandises, des services, du capital et des hommes et en renforçant la concurrence, le marché unique a contribué à apporter des avantages considérables pour les États membres, les entreprises et les citoyens de l'UE :

- accroissement de la prospérité de 225 milliards de € en 2006 et création de 2,75 millions d'emplois supplémentaires ;
- multiplication par quatre des investissements étrangers directs au cours des dix premières années ;
- amélioration de la performance des exportations : croissance du commerce extérieur de l'UE de 6,9 pour cent à 12,3 pour cent du PIB de l'UE entre 1992 et 2005 ;
- augmentation de la productivité ; il a été démontré que certains secteurs de l'économie de l'UE ont enregistré une hausse de la productivité allant jusqu'à 2 % ;
- les consommateurs ont bénéficié de prix plus bas et le choix et la qualité des marchandises et services offerts ont augmenté ;
- réduction des barrières commerciales au sein de l'UE, moins de bureaucratie aux frontières, réduction des délais de livraison et des coûts ;
- certaines PME pour lesquelles les frais d'exportation étaient au préalable prohibitifs ont pu accéder à de nouveaux marchés d'exportation ; et
- dans toute l'UE certaines entreprises peuvent maintenant faire des soumissions pour tenter de remporter des contrats d'autorités publiques d'autres États membres grâce à l'ouverture des marchés publics.

Les échanges commerciaux

La mondialisation a déjà apporté d'importants bénéfices pour l'Europe. Le marché international est de plus en plus souvent le destinataire de produits européens mais aussi la source de nombre de marchandises et services que nous consommons. Au cours des dix dernières années, les entreprises européennes ont su exploiter ces nouvelles opportunités. L'Allemagne en particulier a tiré profit du fait qu'elle vend exactement le type de marchandises que des pays comme la Chine, l'Inde, la Russie souhaitent acheter tandis que le Royaume-Uni, la France et les Pays-Bas sont parmi les premiers exportateurs de services commerciaux au monde. Les entreprises européennes génèrent de plus en plus souvent des recettes à l'étranger ce qui

profite aux investissements et à l'emploi des pays en question. Cependant, si les entreprises européennes profiteront d'opportunités sur le marché international pour écouler leurs produits, elles seront également confrontées à une concurrence accrue en Europe même et au-delà, ce qui conduira inévitablement à des restructurations dans certains secteurs. Cela démontre le bien-fondé des arguments des États membres de l'UE en faveur de réformes conçues pour accroître la flexibilité de leurs économies, encourager de plus hauts niveaux d'innovation et aider les individus à s'adapter au changement, par exemple, par le biais du recyclage.

LE CLIMAT ET LES DÉFIS ÉNERGÉTIQUES

L'énergie compte pour 80 pour cent de toutes les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE et étant donné que les besoins en énergie de l'UE et du monde entier sont en hausse et que les sources de carburants fossiles deviennent de plus en plus concentrées, il est clair qu'il est essentiel de s'attaquer en même temps aux défis du changement climatique et au problème de la sécurité énergétique. C'est pourquoi, lors du Conseil européen de printemps de mars 2007, les leaders européens ont souscrit à un ensemble ambitieux de propositions sur le climat et l'énergie, dans le but d'orienter l'UE sur la voie qui l'amènera à devenir la première économie compétitive sobre en carbone bénéficiant d'une énergie sûre.

Ces propositions contiennent des engagements à poursuivre la libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité de l'UE, à améliorer la sécurité de l'approvisionnement et à réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'UE de 30 pour cent par rapport aux niveaux de 1990, d'ici à 2020, dans le contexte d'un accord international global et complet, accompagné d'un engagement indépendant ferme de réduire les émissions dans l'UE d'au moins 20 pour cent. D'autres politiques destinées à promouvoir une meilleure coopération avec les pays externes, à améliorer l'efficacité énergétique, à accroître l'utilisation des énergies renouvelables et à promouvoir le développement du captage et du stockage du dioxyde de carbone accompagnent ces engagements. Les leaders de l'UE ont également souligné le rôle essentiel que doit jouer la négociation des droits d'émission dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre au moindre coût, en Europe et dans le cadre du marché mondial du carbone.

Étant donné que l'on s'attend à ce que la consommation d'énergie importée de l'EU passe à 65 pour cent d'ici 2030 et que la majorité de ces importations provient d'un petit nombre de régions dans le monde, les leaders européens réalisent qu'il est nécessaire d'agir de concert pour négocier avec les partenaires d'énergie externes. Les mesures destinées à réduire la demande d'énergie et à accroître la capacité à générer de faibles émissions de carbone doivent être complétées par des mesures destinées à améliorer le fonctionnement des marchés de l'énergie au sein de l'UE et sur le plan international afin que les mesures d'incitation appropriées soient mises en place pour encourager une plus grande diversité de producteurs et

de fournisseurs, stimuler l'innovation et l'investissement dans les infrastructures et améliorer la façon dont les mécanismes du marché font face au changement climatique. L'enquête sur la concurrence menée par la Commission dans les secteurs de l'électricité et du gaz, dont le rapport a été publié en janvier 2007, révèle que les consommateurs et les entreprises sont pénalisés par des marchés du gaz et de l'électricité inefficaces et coûteux. Il notait des problèmes particuliers liés à de hauts niveaux de concentration du marché et à l'intégration verticale de l'approvisionnement, de la production et de l'infrastructure.

LE DÉFI SÉCURITAIRE

Bien entendu, c'est aux États individuels membres de l'UE que revient la responsabilité primaire de faire face au défi sécuritaire, mais l'UE elle-même a un important rôle de soutien à jouer.

Au sein de l'UE, le lancement du programme de travail de Tampere en 1999, remplacé par le programme de La Haye de 2004, a mis en place un cadre législatif et politique destiné à lutter contre le crime organisé et le terrorisme transnationaux.

L'UE facilite les enquêtes et poursuites pénales en matière d'activités criminelles et de terrorisme en fournissant aux autorités policières et judiciaires les moyens de coopérer dans tous les domaines criminels depuis le tout début d'une enquête jusqu'à la condamnation finale. Par exemple, les services répressifs peuvent rapidement échanger des informations sur des criminels ; le mandat d'arrêt européen garantit que le criminel ne peut s'échapper en traversant les frontières ; des preuves d'activités criminelles peuvent être fournies et utilisées dans le cadre de poursuites partout dans l'UE ; et une législation a été introduite pour lutter contre les activités de blanchiment d'argent et pour s'assurer que des biens acquis de façon criminelle peuvent être récupérés où qu'ils se trouvent en Europe.

La création d'Eurojust a également accru le niveau de coopération judiciaire entre les États membres. Par le biais d'Europol, l'UE développe ses capacités analytiques afin d'identifier les menaces de crime organisé et d'informer les décideurs.

L'UE a fourni un financement pour de nombreux programmes et opérations destinés à lutter contre le crime organisé et le terrorisme par exemple, une opération douanière conjointe qui se concentrait sur la contrebande maritime de cocaïne et une opération de lutte antiterroriste multi agence visant des matériaux radiologiques et d'autres matériaux liés à des activités terroristes transportés par mer. Pour les 5 prochaines années, les programmes de financement de l'UE ont alloué 745 millions d'euros pour garantir une coopération opérationnelle efficace dans la lutte contre le crime et le terrorisme.

La nature de plus en plus globale du crime organisé fait que l'UE ne peut se concentrer uniquement sur ses activités internes. Elle travaille donc en coopération

avec les pays voisins et plus éloignés pour développer leurs capacités d'application de la loi et améliorer la coopération et le partage des informations. D'importants projets ont été entrepris dans les domaines de la réforme policière, judiciaire et pénale en plus de projets qui soutiennent la police secrète, la lutte anticorruption, la gestion des frontières, les douanes et impôts et la lutte directe contre le crime organisé et le terrorisme.

La lutte antiterroriste

Comme dans le cas de la sécurité, l'UE peut jouer un rôle de soutien en aidant les États membres à lutter contre le terrorisme. Cela a été démontré immédiatement après le 11 septembre lorsque l'UE a élaboré son plan d'action antiterroriste. Par la suite, la stratégie de l'UE visant à lutter contre le terrorisme – qui reflète la situation changeante de la menace terroriste, exigeant une coopération au niveau national, européen et international – a favorisé la cohérence et a permis d'établir des priorités dans les volets de travail de plus en plus nombreux de ce plan d'action. Elle reflète la stratégie nationale du Royaume-Uni en matière de lutte antiterroriste. La stratégie expose les objectifs de l'UE pour éviter que le terrorisme fasse de nouvelles recrues, pour mieux protéger les cibles potentielles, pour poursuivre et enquêter sur des membres de réseaux existants et pour améliorer la capacité à agir et à gérer les conséquences en cas d'attaque terroriste. De plus, un plan d'action a été développé pour prendre en compte la nécessité, dans le cadre de la lutte antiterroriste, de s'attaquer au phénomène de la radicalisation.

Pandémie

La grippe aviaire et la pandémie de grippe font fi des frontières et le problème qu'elles posent est multiple. Une pandémie aurait non seulement de graves conséquences sanitaires, mais elle aurait également un impact important sur la santé des animaux, la sécurité, le transport, les services et l'économie. L'UE a assumé un rôle de leadership mondial en matière de préparation à la pandémie de grippe et a travaillé en relations étroites avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en participant activement au Groupe global d'action santé sécurité. Une coopération sur des accords réciproques en matière de santé a déjà donné lieu à une amélioration des systèmes dans toute l'UE afin de protéger la santé de ses citoyens, ce qui est d'autant plus important en vue de l'accroissement de la mobilité géographique. Dans un scénario de pandémie de grippe, le Royaume-Uni fournirait une aide médicale d'urgence aux citoyens européens situés au Royaume-Uni et les citoyens britanniques recevraient des soins dans d'autres États membres.

LE DÉFI DE LA MIGRATION

L'UE et ses États membres doivent pouvoir faire efficacement face au problème des immigrés clandestins et contribuer à lutter contre les trafiquants et les passeurs qui s'enrichissent en aidant les gens à traverser les frontières, souvent dans des conditions dangereuses et qui mettent leur vie en danger. L'UE s'efforce de coopérer sur le plan interne avec ses voisins, ainsi que sur le plan international, pour endiguer ces flux. Les stratégies mises en œuvre incluent une meilleure gestion des frontières avec l'agence FRONTEX, des informations et des aides ciblées et une coopération avec les pays de transit et les pays d'origine pour identifier les causes profondes et ce qui pousse les gens à opter pour l'immigration clandestine.

Dans les cas où les immigrés quittent leur pays d'origine en raison d'instabilité et de conflits politiques ou de catastrophes naturelles, l'UE cherche à agir au niveau des causes de déplacement grâce à la prévention et à la résolution de conflits mais aussi, à protéger ceux qui ont besoin d'aide. Les réfugiés devraient pouvoir accéder rapidement à une protection et cela, aussi près que possible de leurs pays d'origine.

Encadré 3.2 : L'UE en Bosnie

Le conflit en Bosnie-Herzégovine dans les années 1990 a fait plus de 100 000 victimes et a fait à nouveau planer le spectre abominable de la purification ethnique en Europe. À l'époque, la réponse de l'Europe a été lente et fragmentée bien que certains pays individuels se soient beaucoup investis pour tenter de mettre un terme au conflit. Dix ans plus tard, la Bosnie est un bon exemple de la façon dont l'UE peut mobiliser une gamme d'instruments pour imposer la paix et la stabilité.

Depuis 2003, l'UE a gardé une force de maintien de la paix en Bosnie. Composée de 2 500 hommes, elle est progressivement réduite au fur et à mesure que la sécurité est rétablie. Elle a permis d'éviter tout incident de sécurité majeur en Bosnie depuis 2001. Cette force agit aux côtés d'un contingent de policiers européens qui aide les Bosniaques à mettre en place le type de corps de police professionnel et pluriethnique dont ils ont besoin pour s'assurer que l'État de droit est appliqué de manière juste et cohérente dans tout le pays.

L'UE est également à elle seule le plus grand bailleur de fonds de la Bosnie dont elle aide à reconstruire les infrastructures en travaillant avec l'État bosniaque pour développer les capacités dont elle a besoin pour répondre aux aspirations futures de son peuple. Un représentant de l'UE qui réside à Sarajevo remplit également les fonctions de représentant de la communauté internationale et est chargé d'aider à faire progresser les réformes.

Mais surtout, l'UE offre à la Bosnie la perspective de rejoindre un jour l'Union. Cela, plus que toute autre chose, encourage les Bosniaques à surmonter les divisions du passé et à faire avancer le programme de reconstruction de l'État qu'ils doivent mettre en œuvre pour garantir leur stabilité future.

LE DÉFI DE L'INSTABILITÉ

L'UE a fait face à l'instabilité mondiale par le biais d'une gamme de politiques et d'instruments. Sans aller si loin, l'élargissement de l'UE elle-même a encouragé la réforme politique et économique fondamentale des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'est qui ont rejoint l'UE en 2004 et en 2006. Ces transformations politiques de la part de pays qui souhaitaient rejoindre l'UE ne sont pas sans rappeler les efforts mis en œuvre auparavant par l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

L'adhésion à l'UE demeure une perspective très motivante pour les futurs candidats à l'accession qui les incite au changement. L'élargissement futur à la Turquie offre la perspective d'enraciner la stabilité et la croissance dans ce pays.

Suite au récent élargissement de l'UE, une nouvelle politique européenne de voisinage a été mise en œuvre afin d'aider les pays voisins à l'Est comme au Sud à

approfondir leurs relations avec l'UE et de leur fournir une aide financière importante pour mettre en place des réformes politiques et économiques. Cela est tout à fait indépendant et ne préjuge en aucun cas d'une future décision concernant leur adhésion. Des plans d'action de la PEV sont convenus avec chaque pays et commencent déjà à porter leurs fruits pour certains partenaires. En Ukraine par exemple, les objectifs du plan d'action comme l'adhésion à l'OMC, des élections parlementaires libres et justes et la liberté des médias sont en passe de se réaliser.

Le conflit des Balkans dans les années 1990 a encouragé le développement de la politique étrangère et de sécurité commune et la politique européenne en matière de sécurité et de défense de l'UE. Ces politiques permettent aux États membres de travailler en relations étroites sur les nombreuses questions de politiques étrangères sur lesquelles nous partageons analyses et approches, de conjuguer nos efforts diplomatiques et de déployer des forces armées et des experts civils pour éviter les conflits ou y faire face. L'UE dirige les efforts internationaux aux Balkans et a déployé des experts civils et des forces de police et militaires entre autres au Moyen-Orient, en Afghanistan, en République démocratique du Congo et au Timor-Oriental. Des sanctions et autres mesures restrictives sont également utilisées par l'UE, souvent pour soutenir des décisions prises par le Conseil de sécurité de l'ONU. C'est par exemple le cas en Birmanie, en Iran et en Corée du nord.

Encadré 3.3 : Élargissement de l'UE

Au cours des 50 dernières années, le continent européen a été transformé par l'Union européenne. Les anciens ennemis sont devenus partenaires et les divisions entre la démocratie et l'autoritarisme ont été surmontées. L'UE est passée de 6 pays en 1957 à 27 aujourd'hui et s'étend du Portugal à l'Ouest, à Chypre à l'Est. L'attrait de l'Europe, pour des pays aussi divers que le Royaume-Uni, l'Espagne, Chypre et la Lituanie, a été sa capacité à faire progresser le changement et les réformes dans une structure de valeurs, de lois et d'institutions partagées qui respectent les intérêts nationaux.

Tous les habitants de l'UE tiennent aujourd'hui la paix et la démocratie pour acquises et la division contre nature qui définissait jadis la guerre froide fait maintenant partie du passé. Parallèlement à la sécurité assurée par l'OTAN, l'UE a offert un cadre de coopération et de collaboration favorisant la paix et la démocratie dans toute l'Union et au-delà.

L'élargissement a également renforcé les économies des membres en offrant aux entreprises et aux citoyens tous les avantages d'un marché compétitif - bâti sur les principes de la libre circulation des marchandises, des services, des travailleurs et du capital – qui suite à la nouvelle vague d'élargissement regroupe 450 millions de personnes. En ce qui concerne les dix nouveaux entrants d'Europe Centrale et de l'Est, le processus d'accession les a incités à procéder à des réformes dans un certain nombre de domaines comme la politique économique et monétaire, tandis que la croissance économique dans ces nouveaux États membres s'est également

avérée être une nouvelle source de dynamisme pour les États membres existants.

À l'avenir, l'élargissement reste l'outil de persuasion le plus efficace que possède l'UE afin d'encourager des réformes politiques et économiques dans les pays candidats (la Croatie, la Macédoine et la Turquie) et les pays pré-candidats des Balkans occidentaux. Des réformes engagées en vue de l'accession améliorent les vies des citoyens de ces pays et aident à réaliser notre vision d'un avenir européen pour la région.

PAUVRETÉ DANS LE MONDE

L'Europe est le plus grand bailleur de fonds au monde puisqu'elle fournit 55 pour cent de l'aide totale dont bénéficient plus de 160 pays. Au cours de ces dernières années, l'UE et ses États membres ont joué un rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté dans le monde et la promotion de la croissance et du développement sur le plan international. Un des exemples de la portée mondiale de l'aide de l'UE à des pays tiers porte sur le domaine de l'éducation. Un budget de 4 500 millions d'euros, versé à 100 pays et qui finance plus de 400 projets bilatéraux et régionaux, permet à l'UE d'agir pour s'assurer que 250 000 enfants des pays les plus pauvres terminent leur enseignement primaire.

La Commission européenne améliore sa propre efficacité en matière d'aide et soutient des donateurs européens pour les aider à tenir leurs engagements. De nouveaux instruments financiers ont été introduits ; ils ont été spécialement conçus pour répondre aux besoins des pays en voie de développement et ont permis d'accélérer les versements de l'aide. De plus, lorsqu'il est devenu clair, en 2005, que les transferts d'aide ne suffiraient pas à eux seuls à aider les pays en voie de développement partenaires à atteindre les objectifs de développement du millénaire (ODM), les États membres ont confié à l'UE la tâche d'utiliser un éventail beaucoup plus vaste d'instruments politiques portant notamment sur les échanges, le changement climatique, la migration et la sécurité, pour poursuivre les objectifs de développement.

L'UE a travaillé avec l'OMC pour promouvoir des cycles de négociation réussis de libéralisation des échanges bien que des progrès urgents restent à faire en ce qui concerne les négociations du cycle de développement de Doha. « Aide pour le commerce » qui oriente l'aide sur des mesures conçues pour garantir que les pays en voie de développement ont la capacité de bénéficier du commerce, atteindra 2 milliards d'euros par an à partir de 2010. De plus, l'UE est en train de négocier des accords de partenariat économiques (APE) favorables au développement avec des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). L'UE doit s'assurer que ces accords sont convenablement conçus et mis en œuvre pour apporter de nouvelles opportunités commerciales et de développement aux pays de l'ACP.

4 PRIORITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUES

L'UE et les États membres ont l'opportunité et la responsabilité de travailler ensemble afin d'œuvrer à une mondialisation participative qui bénéficie à tous les citoyens européens et puisse être une force du bien à travers le monde. Afin de faire face aux défis qui se présentent, l'UE devra à nouveau démontrer ses compétences de leader mondial dans des domaines clés comme la politique commerciale et de la concurrence, le développement, la lutte contre les changements climatiques et la sécurité énergétique.

Avec ses valeurs, ses lois et ses institutions communes, l'UE occupe une position idéale pour aider les États membres à faire face à ces défis mondiaux. Cependant, il est important d'être réaliste sur leur ampleur et la nature, la portée et l'urgence de la réponse européenne. Lorsque l'action a lieu au niveau de l'UE, nous devrions nous assurer qu'elle se concentre sur des domaines où l'action collective apporte des avantages supplémentaires clairs, maximisant de ce fait la valeur ajoutée apportée par l'UE et respectant le principe de subsidiarité.

Lorsque l'UE agit, ses actions doivent être ancrées dans nos valeurs européennes communes :

- tout d'abord, **l'ouverture**, qui s'exprime par notre engagement de longue date vis-à-vis du libre échange et des marchés libres ainsi que par nos efforts pour nous ouvrir sur l'extérieur et transmettre nos valeurs démocratiques et notre cadre de coopération à ceux qui se trouvent en dehors de l'UE ;
- deuxièmement, **l'équité**, par le biais de notre désir de faire en sorte que les avantages potentiels de la mondialisation soient partagés par tous les citoyens d'Europe et au-delà, notamment par le biais de notre engagement à soutenir des marchés compétitifs qui récompensent l'effort, la créativité et l'esprit d'entreprise et en nous attaquant à la pauvreté dans le monde ; et
- troisièmement, **la coopération**, en travaillant ensemble et en partageant nos expériences, en reconnaissant le rôle vital que l'Union européenne et ses États membres peuvent jouer pour développer une action internationale efficace et prendre l'initiative au niveau mondial pour faire face aux nouveaux défis.

PROMOUVOIR LA PRODUCTIVITÉ ET LA COMPÉTITIVITÉ

Renforcer l'engagement en faveur de la stratégie de Lisbonne

Les décideurs européens ont un rôle crucial à jouer pour réagir et faire face aux défis économiques de la mondialisation. Les États membres ont besoin d'accélérer les réformes nationales afin d'accroître leur compétitivité et leur productivité, sur la

base de leur engagement renforcé vis-à-vis de la stratégie de Lisbonne. Les États européens devraient avoir les priorités clés suivantes :

- un environnement macroéconomique stable qui stimule la croissance, l'investissement et la durabilité fiscale face à des défis démographiques et économiques globaux ;
- renforcer les conditions sous-jacentes qui favorisent l'innovation et l'esprit d'entreprise en stimulant entre autres la concurrence, en encourageant la R&D privée, l'éducation et la formation et en améliorant l'accès au capital, surtout pour les PME ;
- intégrer de meilleures réglementations au niveau national, par exemple, en étudiant de nouvelles propositions de réglementation et en simplifiant les réglementations existantes ; et
- réformer les marchés du travail en introduisant des politiques de marché du travail actives qui protègent l'employabilité plutôt que des postes spécifiques.

Encadré 4.1 : Tirer le meilleur parti de la mondialisation

Des études récentes réalisées par Goldman Sachs et l'OCDE ont révélé que certains pays européens ont déjà beaucoup bénéficié de l'intégration du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine (BRIC) dans l'économie mondiale et que dans l'ensemble, l'Europe est bien placée pour profiter elle aussi de la mondialisation.

Cependant, certains pays connaissent un environnement bien plus compétitif en raison de leurs types de spécialisation commerciale particuliers. Par exemple, l'UE15 est forte dans les secteurs de l'ingénierie, des produits pharmaceutiques et des services et pour l'instant, elle n'a pas grand-chose à craindre de la zone BRIC dans ces domaines alors que les nouveaux États membres ont tendance à se concentrer sur la fabrication de produits moyenne et basse technologie dans lesquels les pays de la zone BRIC et d'autres économies émergentes sont plus forts. Plusieurs pays de l'UE15 tombent également dans cette catégorie en raison de leur dépendance vis-à-vis d'industries plus traditionnelles comme le textile et l'habillement. Afin de pouvoir faire face à la concurrence, il est possible que ces pays soient obligés de passer à des industries à plus haute valeur ajoutée ou de se spécialiser dans un marché de niche.

Au fur et à mesure que les économies émergentes progressent le long de la chaîne de valeur, d'autres pays comme ceux de l'UE15, devront faire face à une concurrence accrue. Par conséquent, tous les États membres de l'UE ont besoin de procéder en priorité à une réforme structurelle. Les réformes destinées à encourager une plus grande flexibilité, en particulier la flexibilité sur le marché du

travail, seront une priorité tout comme des politiques destinées à aider les individus à s'adapter au changement.

Une nouvelle façon d'aborder le marché unique

Au niveau européen, l'évolution rapide de l'environnement mondial confère une plus grande valeur à la flexibilité, étant donné que les mesures ne peuvent être mises en œuvre – ou modifiées au gré des circonstances – aussi rapidement qu'au niveau national. Dans le contexte du marché unique, la flexibilité est si importante que notre première réaction ne devrait plus être de rechercher des solutions législatives : nous devrions également envisager des alternatives à la réglementation et nous concentrer davantage sur une application et une mise en œuvre plus efficaces de la législation existante. Nous avons besoin d'une nouvelle façon d'aborder le marché unique, qui se concentre sur les résultats – emplois, croissance et prospérité – et qui agisse en priorité dans les domaines où les bénéfices économiques sont les plus importants. Par exemple, en faisant progresser les domaines suivants :

- **la libéralisation des industries de réseau** comme les télécoms, la poste et l'énergie dans lesquelles une ouverture du marché pourrait générer entre 75 et 95 millions d'euros de bénéfices économiques supplémentaires et créer jusqu'à 360 000 emplois nouveaux. Ces secteurs représentent 7 pour cent du PIB de l'UE et 5 pour cent du nombre d'emplois total de l'UE. Ils apportent également une contribution à un grand nombre d'autres activités économiques et affectent la compétitivité de l'économie dans son ensemble ; et
- **la mise en application rapide et efficace de la Directive sur les services.** Les services représentent maintenant 70 pour cent de la production européenne mais continuent à ne représenter que 20 pour cent des échanges européens. Cela reflète en partie la faible échangeabilité des services (qui sont souvent consommés à proximité de l'endroit où ils sont produits) ainsi que l'existence de barrières commerciales au niveau des services. La BCE estime qu'il est possible d'accroître la production du secteur des services de 12 pour cent en amenant la concurrence dans la zone euro au même niveau qu'aux USA. Si elle est correctement appliquée, la Directive sur les services qui vient d'être adoptée pourra générer jusqu'à 30 milliards d'€ de nouvelle richesse pour l'UE et créer jusqu'à 600 000 nouveaux emplois.

Utilisation proactive de la politique de la concurrence

La concurrence est la clé pour stimuler les niveaux de dynamisme et de productivité supérieurs dont l'UE a besoin. Encourager la concurrence est vital pour aider les

entreprises de l'UE à se préparer à faire face aux défis des puissances économiques émergentes, en encourageant la productivité et la croissance, en stimulant l'innovation et en garantissant que les ressources sont rapidement affectées à des usages plus productifs. La concurrence fait également baisser les prix et élargit le choix pour les consommateurs, ce qui permet aux citoyens d'Europe de tirer profit des marchés libres. La législation requise pour établir le marché unique étant essentiellement en place, une politique de la concurrence proactive devrait devenir l'élément central de la politique du marché unique au niveau de l'UE. Il est important que la Commission européenne intègre et développe sa position de fermeté en matière de concurrence, par exemple, en faisant davantage appel aux enquêtes de secteur et en utilisant la surveillance du marché pour identifier les secteurs où la concurrence est insuffisante.

Meilleure réglementation

Une Europe novatrice et entreprenante exige un engagement soutenu vis-à-vis de la réforme des réglementations. L'Europe a besoin d'améliorer le cadre réglementaire et d'alléger la charge de la réglementation tout en garantissant les normes de protection exigées par la société. L'Europe commence à relever ce défi. Si l'objectif de l'UE concernant la réduction de 25 pour cent d'ici à 2012 des charges administratives induites par la législation de l'UE se réalise, la compétitivité des entreprises européennes, surtout les PME, s'en trouvera stimulée. Cependant, il est important que l'UE et les États membres continuent à prendre des mesures strictes pour réduire la bureaucratie superflue et les lourdeurs administratives. De plus, lorsqu'une nouvelle réglementation est vraiment nécessaire, nous devrions utiliser des formes de réglementation plus flexibles et appliquer une approche basée sur le risque pour améliorer sa justification, sa conception et son application.

Encourager l'innovation

Il est également nécessaire de prévoir une réforme du système des droits de propriété intellectuelle européens pour encourager l'innovation. La demande et le maintien d'un brevet dans sept États membres coûte de trois à cinq fois plus cher qu'au Japon et aux USA. Pour permettre à l'UE de développer son régime de brevet, il est nécessaire d'envisager toutes les options d'amélioration des brevets européens, qu'il s'agisse de propositions communautaires ou non. Les récents progrès réalisés lors du processus de ratification de l'Accord de Londres sont ici les bienvenus puisqu'ils pourraient économiser des centaines de millions d'euros aux entreprises, et plus particulièrement aux PME. Des résultats similaires en ce qui concerne une Cour européenne des brevets et le brevet communautaire entraîneraient des économies encore plus substantielles.

UNE DIMENSION SOCIALE EUROPÉENNE MODERNE

La mondialisation présente de nombreux avantages pour les entreprises comme pour les consommateurs, mais ils sont assez répandus alors que les aspects négatifs, bien que beaucoup moins nombreux, peuvent être très visibles et frapper de manière spectaculaire des secteurs et régions spécifiques. Cela peut engendrer des sentiments d'insécurité que les gouvernements doivent reconnaître et sur lesquels ils doivent agir. En menant des politiques sociales modernes qui allient flexibilité et équité, il est possible de faire progresser les valeurs sociales de longue date de l'Europe en parallèle avec la prospérité économique.

Il est juste et opportun que les États membres de l'UE examinent les rapports synergiques entre la flexibilité et la sécurité : la flexicurité. Plusieurs États membres ont déjà démontré par le biais de leurs politiques que les pays pouvaient bénéficier énormément de la mondialisation tout en préservant l'inclusion sociale et en la faisant progresser. Nous devons offrir une alternative légitime et moderne, une mondialisation participative.

Les politiques sociales devraient être actives et non passives et devraient aider les individus à s'adapter au changement. En protégeant l'employabilité plutôt que des emplois spécifiques, les gouvernements peuvent aider les gens à trouver un emploi et à progresser dans leur carrière. Pour ce faire, ils doivent fournir des assurances au sens le plus large du terme : amélioration des compétences et du recyclage, fourniture d'allocations chômage, maintien de conditions favorables à la création de nombreux emplois, politiques relatives à la garde d'enfants afin de permettre aux parents de travailler et aide à ceux qui ne peuvent pas travailler.

Les normes et droits européens existants ont contribué à établir un cadre commun qui reflète des valeurs sociales européennes fondamentales. Cependant, en règle générale, la législation de l'UE est peu efficace en matière de politique sociale. Notre monde évolue si rapidement que les gouvernements nationaux sont les mieux placés pour réagir à des situations changeantes. Cela permet d'adapter les politiques à une démographie, à des traditions et à des institutions du marché du travail spécifiques.

Cependant, la coopération au niveau de l'UE est particulièrement utile dans le cas de questions transfrontalières : par exemple, la libre circulation de la main-d'œuvre doit faire l'objet d'un accord sur la reconnaissance mutuelle des diplômes dans l'ensemble de l'UE. L'Europe peut également servir de catalyseur de changement : en identifiant les opportunités et les défis communs, en encourageant des solutions, en échangeant des pratiques exemplaires et en se mettant d'accord sur des objectifs stratégiques, et en fournissant une analyse et des preuves pour informer des programmes de réforme dans les États membres qui augmentent la participation de la main-d'œuvre.

Un nouveau débat sur les compétences

L'économie basée sur la connaissance favorise les nouveaux arrivants sur le marché du travail qui ont des compétences plus élevées ; d'autre part les évolutions technologiques et structurelles pourront exiger que les gens acquièrent des compétences nouvelles et différentes tout au long de leur vie professionnelle. Pour que l'UE réalise une croissance durable et garde une longueur d'avance sur ces concurrents tout en promettant une justice sociale pour tous, les États membres doivent mettre les bouchées doubles pour moderniser l'éducation et les politiques de formation, conformément aux objectifs de la stratégie de Lisbonne. Bien que les politiques relatives à l'éducation et aux compétences relèvent de la responsabilité des États membres, l'UE peut quand même fournir une valeur ajoutée en faisant un bilan des compétences européennes qui évalue les lacunes au niveau des compétences et examine les besoins et les priorités à long terme.

PROMOUVOIR L'OUVERTURE SUR L'EXTÉRIEUR

Pour passer à une Europe mondiale davantage tournée vers l'extérieur, il est essentiel de s'engager sur le long terme à réduire les barrières qui entravent le commerce et les investissements avec le reste du monde. Les vagues successives d'allègement des barrières commerciales dans la période d'après-guerre ont contribué à stimuler la productivité et la croissance tandis que l'investissement dans l'UE a favorisé considérablement la création d'emplois et a amélioré l'efficacité des économies européennes. Aujourd'hui, alors que notre prospérité future dépend de notre capacité à nous adapter à l'évolution des habitudes de commerce et d'investissement mondiaux, un engagement durable vis-à-vis de l'ouverture dans l'ensemble de l'économie de l'UE est vital et celle-ci ne peut se permettre de se cacher derrière des politiques protectionnistes. Nous devons par exemple nous assurer que les règles de défense commerciale de l'UE sont réactives au marché mondial dans lequel les entreprises opèrent aujourd'hui et fonctionnent de manière équitable.

Les dialogues engagés entre l'UE et ses principaux partenaires commerciaux notamment les USA, la Chine et l'Inde, offrent l'opportunité d'établir des partenariats économiques plus solides et de supprimer les barrières en matière de réglementation, de concurrence et d'investissement. À ce propos, le lancement du Conseil économique transatlantique dont l'objectif est de tenter de supprimer les dernières barrières au commerce, à l'investissement et à la croissance entre l'UE et les USA, arrive à point nommé. Avec une nouvelle Europe davantage tournée vers l'extérieur, nous devrions considérer l'Amérique, l'Asie et le reste du monde comme partenaires plutôt que rivaux, collaborant dans le domaine de la politique commerciale mais aussi dans des domaines beaucoup plus vastes pour réduire les insécurités et partager les fruits du changement mondial.

La priorité la plus urgente, afin que l'économie mondiale tire les bénéfices d'un commerce international plus intense, est de progresser et de sortir de l'impasse dans

les négociations sur le Programme de Doha pour le développement. Un résultat ambitieux, favorable au développement a le potentiel de générer une croissance de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Une opportunité réelle de succès existe et il est vital que l'UE, les USA et les économies émergentes clés fassent preuve de la volonté politique nécessaire et de souplesse dans leurs positions de négociation pour garantir un résultat ambitieux qui réduira considérablement les tarifs douaniers et les subventions qui faussent les règles commerciales. L'UE devrait également continuer à jouer un rôle clé dans le développement de la capacité des pays en voie de développement à saisir les nouvelles opportunités qu'offre le marché. Elle s'est engagée à accroître son aide au commerce et à la faire passer à 2 milliards d'euros par an à partir de 2010 pour tous les pays en voie de développement et surveille les progrès des promesses des États membres.

RÉFORME DU BUDGET DE L'UE

Le budget actuel de l'UE ne permet pas à cette dernière de faire face aux défis de la mondialisation. Par exemple, en 2007, 40 pour cent des dépenses totales restent allouées à la Politique agricole commune (PAC). De même, une réforme des dépenses actuelles s'impose en ce qui concerne les Fonds structurels et de cohésion. En 2007, 60 pour cent des Fonds structurels et de cohésion profitent aux États membres les plus riches.

Une UE efficace doit bénéficier d'un budget qui lui permet de faire convenablement face aux défis et de profiter des opportunités de la mondialisation et qui représente un bon rapport qualité-prix pour les citoyens de l'UE. Il est évident que le budget de l'UE exige des réformes radicales. L'engagement de la Commission européenne et des États membres à réviser fondamentalement le budget actuel en 2008-09 – en commençant par la publication du livre vert de la révision budgétaire de la Commission en septembre 2007 – est donc une initiative heureuse.

Le budget a un rôle important à jouer pour soutenir un certain nombre de priorités collectives de l'UE, mais il est essentiel que les ressources soient utilisées plus efficacement. Une approche basée sur des principes peut être utile :

- tout d'abord l'UE ne devrait agir que lorsque des efforts collectifs apportent des bénéfices supplémentaires, autrement dit « une valeur ajoutée » par rapport à l'action des États membres individuels ;
- deuxièmement, lorsque l'action de l'UE est utile, elle doit être proportionnée et flexible. Nous devons reconnaître les limites de l'intervention budgétaire de l'UE. Les dépenses ne représentent qu'un seul des leviers politiques à sa

disposition. La coordination, le partage des pratiques exemplaires, la législation ou la réglementation sont d'autres outils également utiles. De plus, il convient d'envisager la gamme complète des solutions de financement, par exemple, un prêt de la Banque européenne d'investissement peut parfois être une forme de financement plus appropriée qu'une subvention du budget européen ; et

- troisièmement, une bonne gestion financière y compris les plus hauts niveaux de contrôle financier et un audit indépendant sont nécessaires ainsi que le maintien de la discipline budgétaire.

Il sera également important de réformer la PAC en profondeur. Des études ont suggéré qu'il est possible de mieux desservir les objectifs d'une industrie agricole européenne compétitive et durable à un coût nettement inférieur. De même, l'UE doit davantage orienter son aide budgétaire en matière de politique structurelle et de cohésion sur les États membres les moins prospères. Le budget doit chercher à faire face aux défis de la mondialisation, par exemple, dans des domaines comme le développement international, la migration, l'innovation et contenir quelques mesures pour lutter contre le changement climatique comme un soutien en faveur du développement des technologies propres. Dans tous ces domaines, tous les citoyens européens pourraient bénéficier de ces réformes budgétaires.

La révision budgétaire de l'UE de 2008-09 offre une importante opportunité de progresser vers une UE réformée, qui bénéficie davantage à tous ses citoyens. Mais il doit s'agir d'une révision vraiment fondamentale, stratégique et ambitieuse, menée de manière ouverte, créative et basée sur nos principes premiers afin de réaliser une réforme véritable et efficace.

Encadré 4.2 : La politique agricole commune (PAC)

La PAC reste la politique commune la plus visible et la plus coûteuse de l'UE mais elle fausse le marché unique, empêche l'innovation et se trouve de plus en plus en porte-à-faux avec les défis de mondialisation auxquels l'Europe doit faire face. Sur le plan international, elle continue à faire l'objet de critiques, elle crée des tensions dans les relations européennes avec les partenaires commerciaux et impose des coûts élevés sur les pays en voie de développement. Sur le plan intérieur, elle impose des coûts importants sur les consommateurs et les contribuables sans pour autant parvenir à aider les agriculteurs et à promouvoir un environnement rural attrayant. D'ailleurs une grande partie de la PAC a encore un impact négatif sur l'environnement. La vision du Royaume-Uni pour l'agriculture de l'UE d'ici à 2015-2020 est une industrie vraiment durable. Elle devrait faire partie intégrante de l'économie européenne et être compétitive sur le plan international sans avoir recours à des subventions ou à une protection. Cela signifie supprimer

progressivement le soutien des prix du marché et tous les versements directs aux agriculteurs, d'ici à 2020.

MIGRATION

Le Royaume-Uni reste responsable de ses frontières y compris des procédures d'émission de visas aux ressortissants de pays n'appartenant pas à l'UE. De plus, nous avons renforcé le contrôle des frontières aux ports d'entrée pour les passagers en provenance de l'UE ou de pays situés en dehors de l'UE. Cependant, il est clair qu'il est dans l'intérêt du Royaume-Uni de coopérer avec les autres États membres pour lutter contre l'immigration clandestine à destination de l'Europe ainsi que le trafic et le passage de clandestins et de participer à des initiatives destinées à renforcer les frontières terrestres externes de l'UE dans lesquelles, par exemple, l'expertise britannique en matière de sécurité de document est très appréciée. Aux côtés d'autres États membres et de la Commission européenne, le Royaume-Uni participe à la mise en place d'une stratégie de migration externe complète, conforme à l'approche globale sur la question des migrations du Conseil européen de décembre 2005. La stratégie a pour but d'offrir une approche équilibrée, approfondie et cohérente de la migration, qui lutte d'une part contre l'immigration clandestine aux côtés de pays tiers et qui d'autre part gère mieux la migration légale.

L'UE et les États membres doivent travailler ensemble pour progresser dans ce domaine et agir en particulier sur : le renforcement des contrôles aux frontières externes de l'UE, par le biais d'une plus grande coopération en matière de suivi et de lutte contre le passage de clandestins, et le travail avec des pays tiers pour supprimer certains des éléments qui encouragent les migrants à entreprendre des voyages dangereux et coûteux pour entrer dans l'UE. De plus, les États membres doivent agir pour mettre fin à l'exploitation des migrants.

ABORDER LA QUESTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'UE a un rôle de leadership crucial à jouer pour parvenir à un accord global et complet après 2012, afin de réduire les émissions tout en soutenant le développement durable et la réduction de la pauvreté. L'engagement des leaders de l'UE en faveur d'objectifs d'émissions de gaz à effet de serre ambitieux lors du Conseil européen du printemps 2007 constitue une déclaration claire de leur intention de faire face au changement climatique dans l'UE et constitue pour l'UE une opportunité de diriger le débat mondial. Il est maintenant impératif que l'UE et ses États membres transposent ces engagements en mesures efficaces.

L'UE est en faveur du lancement de négociations approfondies destinées à convenir d'un cadre d'intervention lors de la Conférence des parties à la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique qui aura lieu à Bali en décembre 2007. Ce cadre devrait comprendre les éléments clés suivants : un objectif à long terme de réduction des émissions à moins de 50 pour cent des niveaux de 1990 d'ici à 2050 ; le renforcement et l'élargissement des marchés du carbone globaux ; un soutien financier en faveur du développement, du déploiement et du transfert d'une technologie propre et des mesures d'adaptation ; et des mesures sur la déforestation. Ces négociations devraient être achevées d'ici à 2009.

L'échange des droits d'émission est essentiel à la réalisation des objectifs de l'UE et le système communautaire d'échange de quotas d'émissions doit devenir un mécanisme plus efficace pour stimuler le changement. Pour ce faire, il faudra fixer les plafonds d'émission à l'aide d'une méthode descendante plus fiable, conforme aux objectifs ambitieux globaux de l'UE en matière de gaz à effet de serre, amplifier la vente aux enchères des permis et lancer des signaux clairs à long terme sur la nécessité d'investir et d'innover de façon à obtenir des faibles niveaux de carbone. L'UE devrait également chercher à établir des liens avec des programmes mis en œuvre dans d'autres économies afin de développer un marché du carbone vraiment global capable de transformer les accords internationaux sur les objectifs en mesures rapides et rentables.

L'UE doit également établir des normes en matière de technologie, qui peuvent encourager l'innovation et l'investissement dans des produits à faible consommation énergétique. Il pourra s'agir d'une législation exigeant le retrait progressif des produits à haut rendement énergétique comme les ampoules traditionnelles ou d'objectifs contraignants portant par exemple sur le rendement énergétique moyen des nouvelles voitures, ce qui inciterait les constructeurs à fabriquer de nouveaux modèles à faible consommation de carbone. Les règles de l'UE sur la TVA devraient être suffisamment souples pour permettre aux États membres de changer les taux de TVA pour encourager les produits à plus faible consommation d'énergie.

Une utilisation accrue des biocarburants peut avoir des conséquences vraiment bénéfiques sur les taux de carbone mais leur production peut aussi être inefficace et poser des risques de durabilité en raison de l'impact sur l'utilisation du sol et les prix alimentaires. Une autre priorité consistera à s'assurer que l'UE prend entièrement en compte la rentabilité des biocarburants ainsi que les normes de rentabilité efficaces à développer et mettre en œuvre au niveau de l'UE et au-delà.

L'accord auquel sont parvenus les participants du Conseil de printemps a marqué une étape importante pour garantir à l'UE des approvisionnements plus sûrs en exigeant le développement d'une approche commune en matière de politique énergétique externe. Les leaders de l'UE se sont mis d'accord sur la nécessité de diversifier efficacement les sources d'énergie et les voies de transport, de s'exprimer

d'une seule voix pour atteindre ses objectifs énergétiques, en particulier lorsqu'elle cherche à influencer des pays tiers, et d'utiliser efficacement le réseau européen des correspondants de sécurité énergétique pour anticiper et atténuer la perturbation des approvisionnements. Cependant, il est essentiel de mettre en place des marchés de l'énergie plus compétitifs, transparents et fluides sur les bases d'un cadre réglementaire stable, prévisible et transparent, afin d'améliorer la sécurité énergétique et de s'assurer de l'efficacité des instruments fondés sur le marché pour faire face au changement climatique comme la STE. La libéralisation des marchés de l'énergie de l'UE et, plus particulièrement, l'application de propositions de dégroupier l'approvisionnement d'énergie de la transmission d'énergie devrait donc être une priorité.

FAIRE FACE AU TERRORISME ET AU CRIME ORGANISÉ

La lutte contre le terrorisme relève en premier lieu de la responsabilité des États membres ; cependant l'UE a un rôle de soutien important à jouer. En raison de la nature de plus en plus mondialisée du crime organisé et du terrorisme, l'UE a développé des structures pour permettre aux autorités de maintien de la loi d'agir au-delà de leurs frontières. Cependant, nous devons aller plus loin et nous ouvrir au reste du monde pour pouvoir endiguer le flux des drogues et des criminels à la source.

Une des priorités clés est le partage rapide et efficace d'informations entre les services répressifs aussi bien au sein de l'UE que sur le plan international. Certains mécanismes ont déjà été convenus comme le Système d'information Schengen, le Traité de Prüm – qui permettra de partager plus efficacement des données génétiques et relatives aux empreintes digitales pour le maintien de l'ordre – ainsi que l'accord passé entre l'UE et les USA pour partager des informations sur les passagers tout en maintenant les protections adéquates. Ces mécanismes existants devraient être correctement appliqués et de nouvelles initiatives devraient également être mises en œuvre, par exemple, sur l'échange d'informations en matière de condamnations pénales et l'amélioration des capacités de partage d'informations.

Les criminels organisés et les terroristes savent s'adapter rapidement à de nouvelles mesures et identifier de nouvelles opportunités, en exploitant tout particulièrement les progrès de la technologie. Notre approche doit donc rester flexible ; nous devons envisager des réponses et des projets pragmatiques qui vont au-delà de la législation. De plus, les criminels continueront à baser leurs activités au-delà des frontières de l'UE pour éviter les poursuites. L'UE devrait donc continuer à s'efforcer de renforcer les capacités des autres pays à faire face à ces menaces.

Il reste beaucoup à faire pour exécuter la stratégie anti-terroriste de l'UE, aussi bien par le biais de la mise en œuvre de nos priorités que par l'application efficace des accords déjà en place. Nous devrions renforcer nos efforts de récupération des

avoirs au-delà des frontières nationales au sein de l'UE, à l'aide d'accords bilatéraux ou d'une convention européenne sur le partage des avoirs confisqués. Cela permettrait à un pays d'appliquer les ordonnances d'un autre, de liquider les avoirs et de les partager avec le pays où l'ordonnance du tribunal a été initialement passée. Cela encouragerait les pays de part et d'autre à garantir la traque et la saisie des avoirs au-delà des frontières nationales.

LA STABILITÉ DANS LE VOISINAGE DE L'EUROPE ET AU-DELÀ

Intégrer la démocratie et le développement économique au cœur des pays voisins, qu'ils soient ou non d'éventuels candidats à l'accession, est une priorité clé pour l'UE. L'élargissement, une des plus belles *success stories* de l'UE, a su encourager les candidats à l'accession à mettre en œuvre des réformes politiques et économiques tout en bénéficiant aux États membres existants. Des menaces telles que la contrebande de drogues, l'immigration illégale, le crime organisé et le terrorisme ne peuvent être vaincues en érigeant un mur notionnel autour de l'UE. Nous ne pourrons y faire face que par le biais de la coopération internationale et avant tout, avec l'aide de nos voisins immédiats.

Les engagements existants en matière d'accession, pris par l'UE à l'égard de la Turquie, de la Croatie et d'autres pays des Balkans occidentaux, sont cruciaux pour les réformes et la stabilité. Les négociations sur l'accession et celles portant sur les accords de stabilité et d'association dans ces pays, doivent se poursuivre et aborder avec rigueur l'éventail des problèmes identifiés pour amener ces pays au niveau des normes européennes.

Les réformes engagées en vue d'une éventuelle accession améliorent déjà la vie des citoyens des pays candidats et des pays pré-candidats et nous aident à réaliser notre aspiration à un avenir européen démocratique pour la région. Il est donc d'autant plus important que nous tenions nos engagements vis-à-vis de pays candidats comme la Turquie et que nous laissions la porte ouverte pour les pays qui sont en droit de poser leur candidature. L'UE doit démontrer qu'elle est prête à s'acquitter pleinement de ses engagements vis-à-vis des pays candidats et à tenir compte des répercussions potentiellement négatives pour les intérêts généraux de l'UE que pourrait engendrer une déception de ces pays, aussi bien en termes de stabilité que d'avancement des réformes politiques et économiques, s'ils se voyaient refuser l'accès à l'UE.

Certains des plans d'action préparés en 2004 dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV) n'ont toujours pas été convenus ou mis en œuvre. La PEV reste en période de gestation et fait face à des difficultés, notamment sur la façon de motiver suffisamment les régions voisines d'Euromed et de l'Est. Étant donné les nombreuses initiatives régionales existantes et autres forums qui recoupent certaines de leurs activités, nous devons développer une politique plus cohérente adaptée aux besoins et aux circonstances de chaque partenaire individuel tout en

établissant comme priorités les principaux défis communs auxquels l'UE et ses voisins sont confrontés comme le terrorisme, le climat et la sécurité énergétique et le rendement énergétique. De plus, les partenaires aux niveaux du gouvernement et de la société civile devraient s'approprier davantage cette politique. Faire progresser et mettre en œuvre les propositions contenues dans la communication de décembre 2006 de la Commission devrait être la première étape pour développer la PEV.

La politique étrangère reste un sujet qui relève des États membres mais plus nous travaillerons ensemble, plus grande sera notre efficacité. Les récents efforts mis en œuvre pour améliorer l'efficacité de la politique étrangère et de sécurité de l'Europe devraient se poursuivre en se concentrant sur une gestion efficace des crises et sur notre capacité à déployer des forces militaires et de police et une expertise civile rapidement et efficacement.

Encadré 4.3 : Le processus de paix au Moyen-Orient (PPMO)

L'UE joue un rôle actif et de plus en plus important dans les efforts mis en œuvre pour parvenir à une paix durable au Moyen-Orient. Sa vaste participation politique au processus de paix au Moyen-Orient (PPMO) est visible dans son rôle au sein du Quatuor. Son appartenance au Quatuor a permis à l'UE d'élargir son accès et son influence aux décideurs de la région et même au-delà. Javier Solana, Haut Représentant pour la politique étrangère de l'UE est considéré comme un interlocuteur important au Moyen-Orient. Un représentant spécial de l'UE représente l'UE dans la région et met activement en avant des politiques de celle-ci en rapport avec le PPMO. Dès 2007, l'UE et ses États membres avaient engagé plus de 800 millions d'euros d'aide humanitaire et d'autres formes d'aide aux Palestiniens.

L'UE gère deux missions de Politique européenne en matière de sécurité et de défense (PESD) dans la région : une mission d'assistance à la frontière pour contrôler le point de passage Rafah entre Gaza et l'Égypte et une mission de soutien policier pour offrir une formation et développer la capacité de la police civile palestinienne. Les deux missions contribuent à l'établissement d'un climat de confiance et à la mise en œuvre d'accords entre les Israéliens et les Palestiniens et renforcent la capacité de l'administration palestinienne à gérer ses propres problèmes de sécurité.

L'UE a un grand rôle à jouer dans la lutte contre la pauvreté dans le monde et la promotion de la croissance et du développement au plan international. Pour y parvenir, nous devons nous assurer que la politique de développement de l'UE reste centrée sur la tâche titanesque que représente l'élimination de la pauvreté dans le monde, notamment en tenant nos engagements dans le cadre des Objectifs de développement du millénaire (ODM), en continuant à améliorer l'efficacité et la rapidité de l'aide et en vérifiant que les objectifs de développement sont pleinement pris en compte dans d'autres politiques de l'UE comme le commerce, le changement climatique, la sécurité et l'immigration.

L'UE15 s'engage à dépenser collectivement 0,56 pour cent de son RNB pour une aide officielle au développement d'ici 2010, qui passera à 0,7 pour cent d'ici à 2015 (0,33 pour cent pour les nouveaux États membres). Cette aide sera fournie à la fois sur une base bilatérale et par le biais d'autres intermédiaires multilatéraux ainsi que par le biais de ressources acheminées par le Fonds européen de développement de l'UE et tirées du budget de la CE. Cela représentera une contribution importante en faveur de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Cependant, les États membres doivent travailler ensemble pour s'assurer que ces ressources sont de mieux en mieux coordonnées et ciblées efficacement, afin de fournir un financement efficace, prévisible et à long terme pour promouvoir la réalisation des ODM dans les pays en voie de développement.

« Relever les défis économiques et sécuritaires dans une Europe mondialisée » a été publié conjointement par le Bureau du Premier ministre et le Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth. Bien qu'il soit Crown Copyright (tous droits réservés) le texte peut être librement reproduit avec ou sans indication de la source, sauf à des fins commerciales ou publicitaires.

Imprimé au Royaume-Uni sur du papier recyclé contenant un minimum de 75 % de déchets de consommation et 25 % de pâte sans chlore élémentaire.

Octobre 2007